

La première des idéologies

1 Qu'est-ce qu'une idéologie ?

« L'idéologie cohère ce qui semble incohérent, pervertit ce qui semble bon et falsifie ce qui semble vrai. Mais, ce faisant, d'une part elle confère aux idées une possibilité d'agir sur le réel, d'autre part elle révèle une inspiration cachée, ce par quoi précisément les idées peuvent être attirées dans d'autres directions et servir d'autres desseins que ceux qu'elles proclament. L'idéologie établit des rapports entre une théorie, des symboles, des mots, et d'autre part des individus et des groupes ; on ne peut donc en traiter qu'à l'intérieur d'une configuration historique. » Ainsi en est-il donc aussi du libéralisme – selon cette définition donnée par J.-M. Domenach pour le *Magazine littéraire* –, apparu au XVIII^e siècle, et qui, à la fin du XX^e, s'impose sur toutes les autres, devenant dès lors idéologie dominante. Car le libéralisme, comme le socialisme

– idéologie du XIX^e siècle –, comme le totalitarisme – idéologie du XX^e siècle –, n'est pas une simple doctrine économique et politique, pas davantage qu'une vision du monde ou son explication. En effet, une idéologie, ce n'est pas une « théorie », c'est une représentation dont la visée demeure l'action, une action transformatrice de la société, une praxis. Là où la Science explique la réalité, l'Idéologie s'efforce de la modifier.

Le terme est ancien, il est forgé – et ce n'est pas la moindre des ironies de l'Histoire – par un des premiers libéraux, compagnon de combat politique de Benjamin Constant, Destutt de Tracy. Ce dernier invente en effet ce néologisme « idéologie », en 1798, pour tenter de définir et d'établir une nouvelle science, celle des idées, destinée à remplacer l'ancienne métaphysique jugée, après la Révolution, obsolète. De ces *Éléments d'idéologie*, ouvrage publié en 1804, il ne restera rien, sinon ce terme d'« idéologue », péjoratif, utilisé par Bonaparte pour désigner ceux qui composaient l'opposition libérale, précisément. Le terme a perdu ensuite de son éclat pour être enfin réactivé par les marxistes avec le sens que nous lui connaissons aujourd'hui.

Le libéralisme est donc bien la première des idéologies politiques. Première, sur le plan chronologique. Première désormais sur le plan de l'influence et de son action sur la société contemporaine.

2 Que signifie « libéral » ?

L'adjectif, formé sur le latin *liberalis*, apparaît en français au XII^e siècle. Il qualifie ce que l'on juge digne d'un homme libre et qui manifeste une certaine largesse matérielle et spirituelle – on parlera plus tard de *libéralités*. Ce sont les Espagnols qui se serviront au début du XIX^e siècle du mot *liberales* pour désigner les partisans d'une libéralisation des institutions politiques et des mœurs en général. Le terme « libéralisme » passe ensuite dans le français en 1816 pour rassembler tous ceux que mobilise alors la défense des libertés individuelles et des initiatives économiques privées. On pourra à partir de là discerner une approche politique d'une approche économique du libéralisme. Mais dans tous les cas c'est toujours autour de l'idée de liberté que s'articule la réflexion. Comment définir dès lors la liberté ?

Qualité de celui qui est libre, qui n'est pas esclave – conformément à l'usage du latin ? Le pléonasmisme et l'approche négative ne sont guère satisfaisants. De façon générale, la liberté s'entend comme une absence de contrainte ; si la chute est « libre », c'est précisément que rien ne l'arrête. Mais ce qui vaut pour la nature physique vaut-il pour l'Homme ? De fait, la liberté définie comme l'antonyme de l'esclavage ouvre sur l'idée d'autonomie : l'homme libre ne voit sa volonté subordonnée à quiconque, il se donne à lui-même ses propres lois, il est souverain. Liberté autonomie, liberté d'indifférence, libre-arbitre, liberté juridique, liberté politique... Quel point commun à l'âne de Buridan, incapable de se déterminer pour l'eau ou bien pour l'avoine, et à cet individu moderne, décrit

par B. Constant, replié sur la dimension privée de son existence, jaloux de son indépendance ? De fait, la liberté se décline et partant échappe à toute définition simple. Mais quelle que soit l'approche retenue, elle reconduit à une saisie purement théorique de l'idée de liberté. En effet, de la liberté nous ne saurions avoir l'expérience sensible. Dans la Nature, aucune intuition de la liberté n'est possible, ce qui installe toute défense de la liberté précisément tel un horizon pour la pensée (Kant), mais du même coup renvoie au rang des abstractions complexes cette même liberté qu'il faudra dès lors impérativement figurer par une allégorie bien choisie (*La Liberté guidant le peuple* de Delacroix). Les penseurs de la Liberté, libéraux de tout crin, ne pourront jamais vraiment se soustraire au reproche d'intellectualisme et d'universalisme ; de La Fayette à Rawls, tous seront accusés de méconnaître les faits, ce que Danton nommait *l'âpre réalité*.

3 Pourquoi une telle question au programme ?

Le libéralisme est une vieille idée, en quoi paraît-elle être d'actualité ? Pourquoi figure-t-elle au programme de ce concours commun ?

Deux hypothèses orienteront inévitablement la préparation. La première fait allusion au discours à peine âgé de 25 ans tenu

par le philosophe américain Francis Fukuyama dans son ouvrage *La Fin de l'histoire et le dernier homme* : le triomphe de l'idéologie libérale sur les socialismes annonce la fin de l'Histoire. Plus de conflits majeurs, une lente et irrésistible propagation du modèle politique que représente la démocratie libérale, une mondialisation parfaite des échanges... Comment analyser aujourd'hui cette prophétie ? On observera au passage que l'occasion est alors offerte de lier les deux thèmes dans un énoncé commun du type : le libéralisme est-il la garantie de la paix ?

Dans une autre perspective, l'intervention des États au secours de la crise financière mondiale relance la réflexion sur la pertinence de la critique libérale de l'État. Sans le soutien public, le monde privé de la finance internationale aurait été sinistré dans des proportions probablement comparables à celles que le capitalisme a connues en 1929. Quel doit être aujourd'hui le rôle de l'État ? L'État est-il un partenaire économique comme les autres ?

Enfin, la diffusion de la pensée de Rawls qui s'efforce dans la *Théorie de la justice* de réconcilier liberté et égalité par le biais de l'équité, et le débat suscité par la critique menée par les penseurs communautariens américains présentent un autre visage du libéralisme, ancré dans la défense des droits de l'homme et dans un rationalisme fondateur de justice sociale.

La diversité de la pensée libérale trouve son unité dans un certain nombre de valeurs communes, et ce depuis l'origine.

Les libéraux considèrent que la Nature est bonne. Fragile mais bonne. Dès lors, pour assurer son bonheur, l'homme doit s'efforcer de protéger cette Nature, de la consolider, de permettre de pérenniser ce qui a été acquis à l'état de nature. D'ailleurs de façon assez significative, John Locke n'oppose pas l'état de nature à l'état civil ; à ses yeux pas de rupture, comme c'est en revanche le cas pour Hobbes, par exemple, ou, plus tard, pour Rousseau. Il suffit donc de s'en remettre le plus possible à cette Nature, seule véritable garante d'un bonheur dont tous les textes politiques fondateurs revendiquent la recherche.

Dans une perspective comparable, la confiance dans la nature humaine est bien réelle. Le libéralisme politique s'adosse à une véritable anthropologie positive. Le libéralisme « fait confiance », dans la Nature et dans l'homme. *A priori*, nul soupçon de mensonge ou de dissimulation. Enfin le refus de toute forme de subordination, de tout arbitraire dans la décision, conduit le libéralisme à se défier du pouvoir, à multiplier sur le plan des institutions contre-pouvoirs et corps intermédiaires, à se méfier de l'État tout-puissant, même et surtout s'il est providentiel, enfin à pratiquer un mode original de décision, la gouvernance, fondée sur une éthique de la discussion et un souci de formalisation contractuelle.

Problèmes actuels

1 L'individualisme en question

Comme le souligne F. Hayek au début d'*Individualism and economic order* : « aucun terme politique n'a plus souffert que le mot individualisme. Non seulement il a été déformé par des adversaires qui en firent une caricature méconnaissable, mais il a été également utilisé pour décrire plusieurs attitudes envers la société, qui ont aussi peu de points communs entre elles qu'elles n'en ont avec des attitudes que l'on considère, en général, comme étant leur contraire ».

Que faut-il entendre, dès lors, lorsque l'on parle d'individualisme ?

La définition du *Larousse* fait de l'individualisme « la tendance à privilégier la valeur et les droits de l'individu contre les

valeurs et les droits des groupes sociaux ». Le concept est utilisé aussi bien par les philosophes, qui le conçoivent comme le principe ultime d'explication des phénomènes collectifs, que par les sociologues (« l'individualisme méthodologique »), qui analysent les attitudes collectives comme résultantes d'actions ou de croyances individuelles.

Mais dans une acception plus générale, la notion d'individualisme repose sur des caractéristiques fondamentales :

La nature humaine est individuelle, l'humanité est composée non pas d'ensembles sociaux (nations, classes...), mais d'individus : d'êtres vivants indivisibles et irréductibles les uns aux autres, seuls à ressentir, agir et penser réellement. Cette figure de l'individu renvoie à un état de séparation originelle qui, en rendant chacun différent et unique, constitue chaque homme en une unité singulière relativement autosuffisante. L'homme n'est donc pas la simple cellule d'un organisme social qui en serait la finalité et le prédéterminerait – comme le veut la vision opposée du « holisme » (du grec *holos* : un tout), pour qui existent en premier des entités supra-individuelles globales (le groupe, la société). À défaut de pouvoir nécessairement devenir une réalité ou même d'être recherchée avec autant de force et au même degré par tous les individus, cette aspiration à l'indépendance est vue par l'individualisme comme l'expression la plus achevée de la nature humaine.

L'individualisme pose en outre la liberté individuelle comme valeur suprême. L'individu apparaît fondamentalement seul propriétaire de soi et souverain : par nature, il n'appartient pas